

Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 31 décembre 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'activité économique mondiale se renforce au deuxième semestre 2013, atteignant 3,3 % en glissement annuel au quatrième trimestre (après +2,5 % au troisième trimestre). Cette embellie traduit principalement le renforcement du commerce international observé en fin d'année aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents. Toutefois, ce regain d'activité ne doit pas occulter les fragilités de l'ensemble des économies, la demande intérieure des pays émergents demeure faible et le niveau de la dette, tant privée que publique, reste élevé dans les pays avancés. Selon les dernières estimations réalisées par le Fond monétaire international, la croissance économique mondiale atteindrait 3 % sur l'année 2013 (après +3,1 % en 2012) et s'accélérait en 2014 pour atteindre 3,7 %.

Dans la zone euro, le rythme de croissance s'accélère légèrement au quatrième trimestre, avec un PIB en hausse de 0,3 % (+0,1 % à fin septembre 2013). La croissance observée en fin d'année repose principalement sur la progression des exportations allemandes mais aussi des pays du sud. Ces derniers ont mené une politique de « dévaluation interne » de leurs coûts salariaux dans le but d'améliorer leur compétitivité et ainsi limiter leur déficit extérieur. Toutefois, la reprise dans la zone euro demeure relativement faible et irrégulière, et les taux de chômage très élevés (+12 % en fin d'année 2013 dans la zone euro).

En France, conséquence de la hausse de la consommation des ménages (+0,5 % après 0,1 % au troisième trimestre 2013), des exportations (+1,2 % après -1,6 %) et des investissements (+0,6 %, après -0,3 %), l'activité économique progresse de 0,3 % au quatrième trimestre après une quasi-stabilité au troisième trimestre. Sur l'année, le PIB croît également de 0,3 %.

Depuis la baisse intervenue début novembre 2013, les taux directeurs de la BCE n'ont pas été modifiés. Lors de sa conférence de presse du 6 février 2014, le Président de la BCE a indiqué : « *Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires* ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Le dernier trimestre de l'année 2013 présente les signes d'un fléchissement général de l'activité économique sur le Territoire. Cette situation fait suite à neuf mois d'une activité relativement soutenue. Les chefs d'entreprises ont commencé à réduire leur niveau d'investissement et voient dans cette évolution les signes précurseurs d'une année 2014 en demi-teinte. L'activité bancaire reste néanmoins bien orientée sur le dernier trimestre, tant en termes d'encours de crédits que sur le plan de la collecte de dépôts.

Nouvelle progression de l'encours de crédit

Fin décembre, la conjoncture monétaire et financière se caractérise par une accélération de l'encours de crédits sur le trimestre (+2,4 %, contre +2,1 % au 30 septembre 2013) exclusivement stimulée par les entreprises. L'encours sain des crédits octroyés enregistre un niveau record ce trimestre et s'élève à 1,85 milliard de francs CFP. Sur l'année, le rythme de croissance s'infléchit (+0,7 %).

Orientation à la hausse des crédits aux entreprises

Les crédits accordés aux entreprises par le système bancaire local restent bien orientés en rythme trimestriel (+4,4 %), après +3,4 % au 30 septembre 2013.

Cette évolution s'explique essentiellement par l'octroi de nouveaux crédits d'exploitation de montants significatifs (+30 millions de francs CFP, +46,8 % sur le trimestre). L'encours des crédits d'investissement se contracte de 7,5 %, après avoir enregistré une hausse de 37,5 % le trimestre précédent. Les crédits à l'habitat et les autres crédits, qui concentrent les deux principaux postes (respectivement 32 % et 43 %), affichent une diminution plus contenue sur le trimestre (-2,3 % et -3,6 %).

En rythme annuel, les concours aux entreprises se replient de 10,2 %.

Évolution globale des crédits aux entreprises



Une demande de financement des ménages stable

Fin 2013, les crédits accordés aux ménages se maintiennent en rythme trimestriel (-0,1 %). Ils enregistrent néanmoins une hausse de 2,1 % sur l'année, pour atteindre un encours total de 1,42 milliard de francs CFP.

Les concours aux ménages sont principalement constitués de crédits à la consommation (87,8 %), en légère augmentation sur les trois derniers mois (+0,3 %). Sur l'année, ils affichent une hausse de 4,9 %, soutenus par la croissance du niveau de l'emploi et une inflation contenue.

Le financement de l'habitat fléchit chaque trimestre depuis septembre 2012. Au 31 décembre 2013, l'encours de crédit à l'habitat (174 millions de francs CFP) se replie de 3 % en glissement trimestriel et de 14,4 % sur l'année.

Une sinistralité en léger recul

La qualité du portefeuille reste stable depuis décembre 2012. La banque affiche un taux de créances douteuses de 4,8 %, en recul de 0,2 point sur le trimestre et sur l'année.

L'encours des créances douteuses brutes s'élève à 93,1 millions de francs CFP, en repli de 1,5 % sur le trimestre et de manière plus marquée en rythme annuel (-2,7 %).

Sensible rebond des actifs financiers

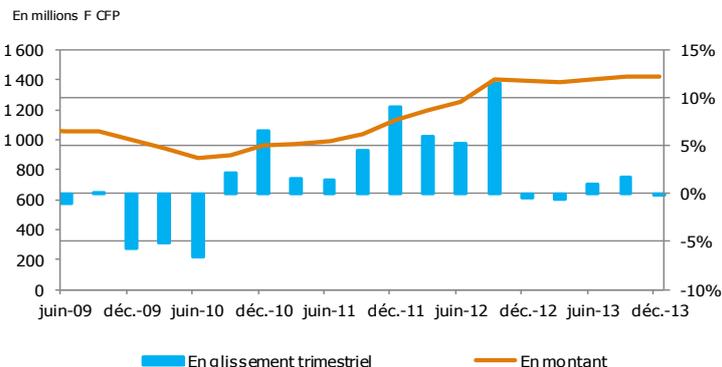
Après la forte contraction du troisième trimestre 2013 (-22,3 %), les actifs financiers collectés par le système bancaire local affichent une hausse de 6,5 % à fin décembre (-21,3 % sur l'année). L'encours total des dépôts locaux s'établit ainsi à 5,19 milliards de francs CFP.

Cette évolution est essentiellement due à la croissance des dépôts à vue sur le trimestre (+9,1 %), totalisant près de 75 % des dépôts recensés. La collecte auprès des entreprises enregistre une nouvelle augmentation (+26,3 % à fin décembre, après +26,1 % à fin septembre), de même que celle auprès des ménages (+5,6 % sur les trois derniers mois), qui affiche un niveau record ce trimestre (1,58 milliard de francs CFP).

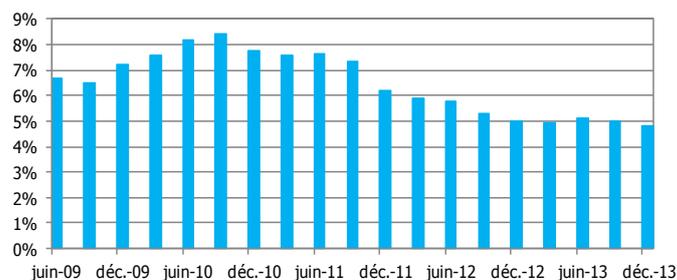
Dans le même temps, l'encours des comptes d'épargne à régime spécial s'infléchit légèrement (+1 % en rythme trimestriel, après +7,7 % au 30 septembre 2013). Le poids de ces placements dans le volume global des dépôts locaux reste modéré (9,4 %).

Détenus à près de 90 % par les collectivités locales, les dépôts à terme se contractent modérément au cours des trois derniers mois (-1,3 %). Au 31 décembre, ils s'élèvent à 830 millions de francs CFP et représentent 16 % des dépôts locaux.

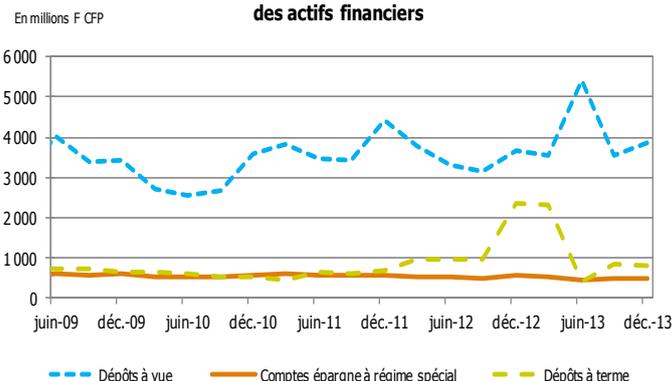
Évolution globale des crédits aux ménages



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



Évolution des principales composantes des actifs financiers



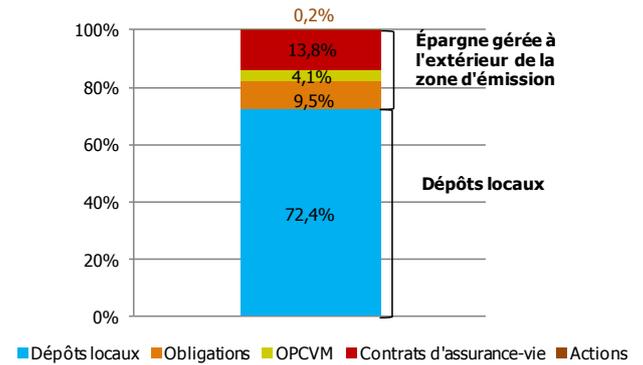
Les autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement, le système bancaire local collecte d'autres placements financiers (contrats d'assurance vie, OPCVM, actions, obligations,...), non transformables pour leur activité de financement.

Ces avoirs enregistrent une nouvelle dégradation sur le trimestre (-6,1 % après -2,9 % au 30 septembre) pour atteindre un encours total de 1,98 milliard de francs CFP, en repli de 9,5 % sur l'année. À l'instar du trimestre précédent, la contraction observée est essentiellement imputable aux OPCVM monétaires, dont l'encours affiche une baisse de près de 50 % au cours des trois derniers mois (après -23 % à fin septembre). À l'inverse, les autres placements auprès du système bancaire local (actions, obligations, OPCVM non monétaires et contrats d'assurance-vie) progressent à nouveau (respectivement +3,8 %, +0,8 %, +2,3 % et +1,3 % en glissement trimestriel). Au 31 décembre, les placements gérés hors de la zone d'émission représentent 27,6 % de l'ensemble des actifs financiers (en recul de 2,6 points).

Au final, l'ensemble des dépôts auprès du système bancaire local s'élève à 7,17 milliards de francs CFP à fin décembre, en hausse de 2,7 % sur le trimestre (-18,3 % sur l'année).

Répartition des dépôts

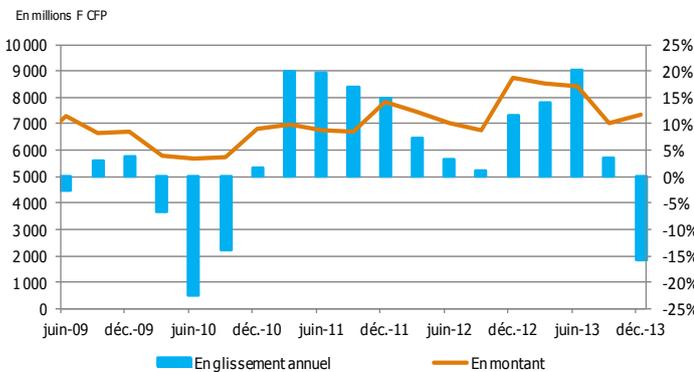


Le solde emplois-ressources de la banque locale s'améliore de nouveau

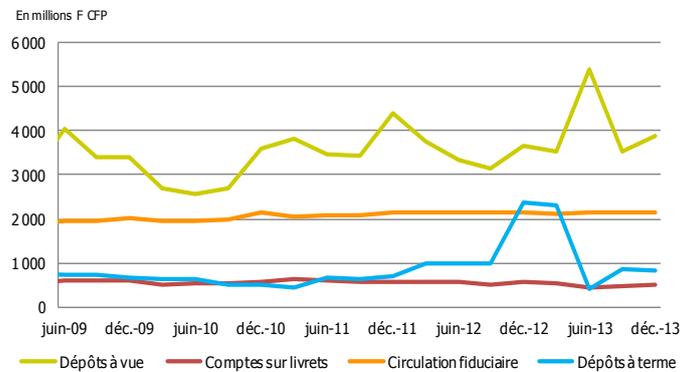
Rebond de la masse monétaire sur le trimestre

Après plusieurs trimestres de baisses consécutives, la masse monétaire M3 se redresse de 4,9 % à fin décembre (après -16,7 % au 30 septembre), pour s'établir à 7,35 milliards de francs CFP. Ce rebond s'explique essentiellement par la progression des dépôts à vue sur le trimestre (+9,1 %). Les comptes sur livrets et les dépôts à terme évoluent plus modérément (respectivement +1 % et -1,3 %). En rythme annuel, la masse monétaire M3 se replie de 15,9 %, fortement pénalisée par l'évolution des dépôts à terme sur la même période (-64,8 %).

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



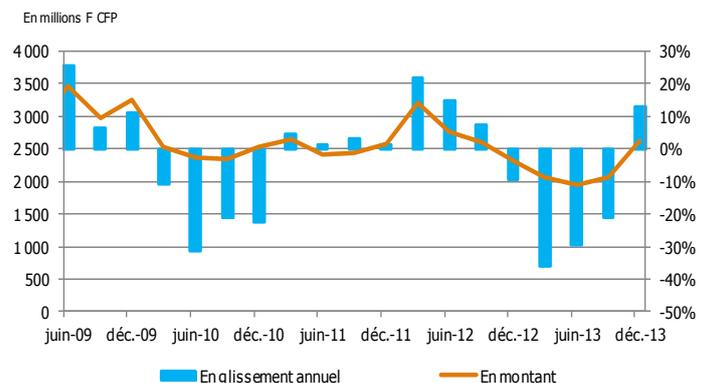
Sensible progression de la position extérieure nette

À fin décembre, les ressources du système bancaire local s'élèvent à 4,97 milliards de francs CFP, en hausse de 8 % sur le trimestre. Elles concourent à 39 % au financement de l'activité de crédit et sont essentiellement issues des dépôts collectés (86,2 % du total).

Sous l'effet d'un accroissement plus important des dépôts que des encours de crédit sur le trimestre (+9,4 % contre +2,2 %), le solde emplois-ressources clientèle de la banque ressort en hausse de 16,2 %, à 2,34 milliards de francs CFP.

La position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors zone d'émission), s'élève ainsi à 2,63 milliards de francs CFP, en hausse de 28 % en rythme trimestriel (+13 % sur l'année).

Évolution de la position extérieure nette



ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

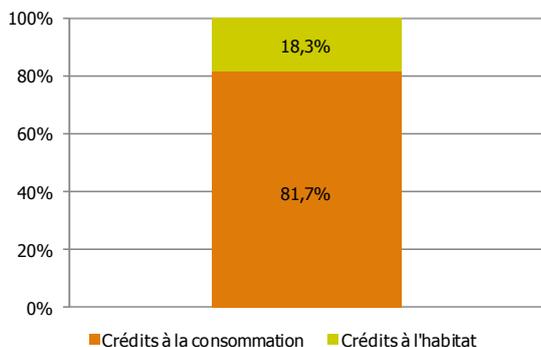
Parallèlement aux opérations enregistrées auprès du système bancaire local, les agents économiques sollicitent des financements auprès d'établissements de crédit situés hors du Territoire, notamment en Nouvelle-Calédonie.

L'encours sain des concours accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant sur le Territoire s'établit à 4,16 milliards de francs CFP à fin décembre 2013, en recul de 2,4 % sur le trimestre (-4,4 % sur l'année). Majoritairement sous forme de crédits à l'investissement (83,8 %), les concours accordés aux entreprises se contractent de 3 % en rythme trimestriel (-5,7 % sur l'année). Les crédits octroyés aux ménages enregistrent une baisse modérée au cours des trois derniers mois (-0,9 %), sensiblement impactés par le repli du financement à l'habitat sur cette même période (-6,2 %). Parallèlement, les crédits à la consommation, qui affichent un encours élevé, progressent légèrement (+0,3 % en rythme trimestriel). Exclusivement dédiés à l'investissement, les concours aux collectivités locales affichent une nouvelle diminution, bien plus importante qu'au trimestre précédent (-8,4 % contre -0,9 % à fin septembre).

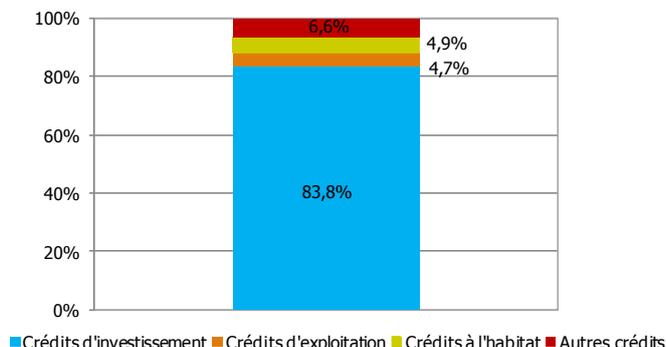
L'encours des créances douteuses brutes de l'ensemble des établissements bancaires s'élève à 469 millions de francs CFP, en recul de 0,3 % sur le trimestre (-3 % sur l'année). Néanmoins, le taux de créances douteuses ressort en légère hausse (+0,2 point) sous l'effet d'un provisionnement moins important.

Les financements accordés par les établissements situés hors de la zone d'émission se contractent de 5,9 % sur le trimestre (-8,1 % sur l'année). Au cours des trois derniers mois, la part de marché de ces établissements recule de 2 points, à 55,7 %.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	2 001	2 137	2 147	2 140	2 120	2 139	2 133	2 158	1,2%	0,8%
<i>Billets</i>	2 000	2 136	2 147	2 141	2 122	2 140	2 133	2 157	1,1%	0,8%
<i>Pièces</i>	1	1	0	-1	-1	-1	0	0	-404,7%	-115,8%
Dépôts à vue	3 416	3 581	4 411	3 663	3 547	5 407	3 547	3 872	9,1%	5,7%
TOTAL M1	5 417	5 718	6 558	5 803	5 667	7 546	5 680	6 029	6,1%	3,9%
M2-M1	611	568	567	568	532	448	482	487	1,0%	-14,1%
Comptes sur livrets	611	568	567	568	532	448	482	487	1,0%	-14,1%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M2	6 028	6 286	7 125	6 371	6 199	7 994	6 163	6 516	5,7%	2,3%
M3-M2	664	516	691	2 360	2 314	412	841	830	-1,3%	-64,8%
Dépôts à terme	664	516	691	2 360	2 314	412	841	830	-1,3%	-64,8%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	6 692	6 802	7 815	8 731	8 513	8 406	7 004	7 347	4,9%	-15,9%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
M3+P1	6 692	6 802	7 815	8 731	8 513	8 406	7 004	7 347	4,9%	-15,9%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	7 135	6 482	6 148	7 028	7 117	6 556	7 184	7 369	2,6%	4,9%
Institut d'émission	3 609	3 740	3 421	4 701	5 060	4 619	4 908	4 741	-3,4%	0,8%
Établissements de crédit	3 525	2 742	2 728	2 326	2 057	1 938	2 276	2 628	15,5%	13,0%
Créances du Trésor public	689	1 243	1 457	854	1 006	930	851	826	-3,0%	-3,3%
Concours sur ressources monétaires	-1 131	-923	209	849	390	920	-1 031	-848	n.s	n.s
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 362	1 298	1 604	1 929	1 897	1 862	1 898	1 940	2,2%	0,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	2 493	2 221	1 394	1 080	1 507	942	2 929	2 788	-4,8%	158,1%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>619</i>	<i>585</i>	<i>593</i>	<i>597</i>	<i>597</i>	<i>598</i>	<i>598</i>	<i>600</i>	<i>0,4%</i>	<i>0,5%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>95</i>	<i>95</i>	<i>94</i>	<i>90</i>	<i>89</i>	<i>88</i>	<i>87</i>	<i>86</i>	<i>-1,4%</i>	<i>-4,8%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>266</i>	<i>212</i>	<i>162</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>222</i>	<i>0</i>	<i>-100,0%</i>	<i>n.s</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>1 513</i>	<i>1 329</i>	<i>546</i>	<i>392</i>	<i>821</i>	<i>256</i>	<i>2 021</i>	<i>2 101</i>	<i>4,0%</i>	<i>435,9%</i>
Total M3	6 692	6 802	7 815	8 731	8 513	8 406	7 004	7 347	4,9%	-15,9%
Position extérieure nette	3 260	2 530	2 566	2 326	2 057	1 938	2 054	2 628	28,0%	13,0%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Emplois	4 757	3 981	4 830	6 306	5 961	5 888	4 600	4 970	8,0%	-21,2%
Excédent des opérations diverses des EC	0	51	547	1 930	1 850	1 934	441	271	-38,6%	-86,0%
Crédits bruts	1 362	1 298	1 604	1 929	1 897	1 862	1 898	1 940	2,2%	0,6%
Réserves obligatoires et libres	136	103	114	120	157	155	207	132	-36,5%	9,3%
Position extérieure nette des EC (si positive)	3 260	2 530	2 566	2 326	2 057	1 938	2 054	2 628	28,0%	13,0%
Ressources	4 757	3 981	4 830	6 306	5 961	5 888	4 600	4 970	8,0%	-21,2%
Dépôts collectés (- encaisses)	3 913	3 300	4 143	5 618	5 275	5 202	3 914	4 284	9,4%	-23,7%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	714	680	686	688	686	686	685	686	0,2%	-0,2%
Excédent des opérations diverses des EC	130	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Excédent emplois-ressources clientèle	2 551	2 002	2 540	3 689	3 378	3 340	2 017	2 344	16,2%	-36,5%

Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	2 345,9	1 678,1	2 289,0	2 075,2	1 639,6	1 535,4	1 614,2	1 805,8	11,9%	-13,0%
Dépôts à vue	1 807,7	1 307,5	1 794,2	1 617,4	1 236,5	1 032,1	1 301,0	1 642,7	26,3%	1,6%
Placements liquides ou à court terme	382,1	370,6	494,8	457,8	403,2	503,2	313,2	163,1	-47,9%	-64,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	382,1	370,6	494,8	457,8	403,2	503,2	313,2	163,1	-47,9%	-64,4%
<i>dont comptes à terme</i>	359,5	188,6	345,6	27,0	12,0	112,1	12,0	12,0	0,0%	-55,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	22,6	182,0	149,3	430,8	391,2	391,2	301,2	151,1	-49,8%	-64,9%
Épargne à long terme	156,1	0,0	n.s	n.s						
Ménages	2 664,0	2 855,7	3 040,3	3 076,0	3 021,6	3 066,1	3 144,8	3 252,3	3,4%	5,7%
Dépôts à vue	1 091,0	1 226,8	1 390,1	1 334,6	1 365,9	1 462,4	1 498,1	1 581,7	5,6%	18,5%
Placements liquides ou à court terme	717,7	597,1	590,3	636,4	551,0	494,1	519,8	527,3	1,5%	-17,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	589,1	548,5	524,6	552,6	486,6	420,0	446,1	453,9	1,7%	-17,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	589,1	548,5	524,6	552,6	486,6	420,0	446,1	453,9	1,7%	-17,9%
Placements indexés sur les taux de marché	128,7	48,7	65,7	83,9	64,4	74,2	73,7	73,4	-0,4%	-12,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	25,8	48,7	65,7	83,9	64,4	74,2	73,7	73,4	-0,4%	-12,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	102,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Épargne à long terme	855,2	1 031,7	1 059,9	1 105,0	1 104,8	1 109,5	1 126,9	1 143,2	1,5%	3,5%
<i>dont actions</i>	14,9	14,1	10,4	13,4	14,2	14,0	15,8	16,3	3,8%	22,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	64,9	96,2	103,9	128,2	137,6	131,7	138,1	141,3	2,3%	10,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	775,4	921,5	945,6	963,4	953,0	963,8	973,1	985,6	1,3%	2,3%
Autres agents	3 909,2	4 032,6	3 585,4	3 626,9	3 886,4	3 836,9	2 219,7	2 110,1	-4,9%	-41,8%
Dépôts à vue	517,3	1 046,3	1 226,8	711,4	944,2	2 912,4	748,2	647,2	-13,5%	-9,0%
Placements liquides ou à court terme	2 180,5	2 177,3	1 757,8	2 263,9	2 283,5	253,8	792,1	778,1	-1,8%	-65,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	22,2	19,7	42,1	15,0	45,9	28,2	36,4	33,4	-8,2%	122,6%
Placements indexés sur les taux de marché	2 158,4	2 157,6	1 715,7	2 248,8	2 237,6	225,7	755,7	744,7	-1,5%	-66,9%
<i>dont comptes à terme</i>	278,8	279,1	279,3	2 248,8	2 237,6	225,7	755,7	744,7	-1,5%	-66,9%
Épargne à long terme	1 211,4	809,0	600,8	651,7	658,7	670,6	679,4	684,8	0,8%	5,1%
Total actifs financiers	8 919,0	8 566,3	8 914,8	8 778,1	8 547,7	8 438,3	6 978,7	7 168,2	2,7%	-18,3%
Dépôts à vue	3 416,0	3 580,6	4 411,1	3 663,3	3 546,6	5 406,9	3 547,4	3 871,6	9,1%	5,7%
Placements liquides ou à court terme	3 280,4	3 145,0	2 842,9	3 358,1	3 237,6	1 251,2	1 625,1	1 468,5	-9,6%	-56,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	611,3	568,2	566,7	567,6	532,4	448,1	482,5	487,3	1,0%	-14,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	611,3	568,2	566,7	567,6	532,4	448,1	482,5	487,3	1,0%	-14,1%
Placements indexés sur les taux de marché	2 669,1	2 576,8	2 276,2	2 790,5	2 705,2	803,1	1 142,6	981,2	-14,1%	-64,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	664,1	516,3	690,6	2 359,7	2 314,0	411,9	841,4	830,1	-1,3%	-64,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 005,0	2 060,5	1 585,6	430,8	391,2	391,2	301,2	151,1	-49,8%	-64,9%
Épargne à long terme	2 222,7	1 840,7	1 660,7	1 756,6	1 763,5	1 780,2	1 806,2	1 828,1	1,2%	4,1%
<i>dont actions</i>	14,9	14,1	10,4	13,4	14,2	14,0	15,8	16,3	3,8%	22,3%
<i>dont obligations</i>	1 367,4	809,0	600,8	651,7	658,7	670,6	679,4	684,8	0,8%	5,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	64,9	96,2	103,9	128,2	137,6	131,7	138,1	141,3	2,3%	10,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	775,4	921,5	945,6	963,4	953,0	963,8	973,1	985,6	1,3%	2,3%

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Dépôts locaux	4 691,4	4 665,1	5 668,4	6 590,6	6 393,0	6 266,9	4 871,3	5 189,0	6,5%	-21,3%
Dépôts à vue	3 416,0	3 580,6	4 411,1	3 663,3	3 546,6	5 406,9	3 547,4	3 871,6	9,1%	5,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	611,3	568,2	566,7	567,6	532,4	448,1	482,5	487,3	1,0%	-14,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	611,3	568,2	566,7	567,6	532,4	448,1	482,5	487,3	1,0%	-14,1%
Dépôts à terme	664,1	516,3	690,6	2 359,7	2 314,0	411,9	841,4	830,1	-1,3%	-64,8%
Bons de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Titres de créances négociables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placement HZE	4 227,7	3 901,2	3 246,4	2 187,4	2 154,7	2 171,4	2 107,4	1 979,2	-6,1%	-9,5%
<i>dont actions</i>	14,9	14,1	10,4	13,4	14,2	14,0	15,8	16,3	3,8%	22,3%
<i>dont obligations</i>	1 367,4	809,0	600,8	651,7	658,7	670,6	679,4	684,8	0,8%	5,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 005,0	2 060,5	1 585,6	430,8	391,2	391,2	301,2	151,1	-49,8%	-64,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	64,9	96,2	103,9	128,2	137,6	131,7	138,1	141,3	2,3%	10,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	775,4	921,5	945,6	963,4	953,0	963,8	973,1	985,6	1,3%	2,3%
Total actifs financiers	8 919,0	8 566,3	8 914,8	8 778,1	8 547,7	8 438,3	6 978,7	7 168,2	2,7%	-18,3%

Les crédits à l'économie

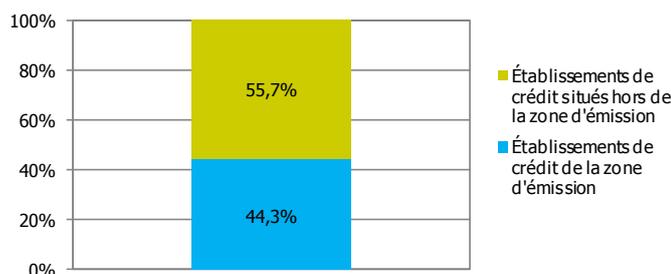
Établissement de crédit local

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	152,3	101,1	88,5	47,5	40,1	2,0	5,1	35,7	604,5%	-24,9%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	12,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	12,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	139,5	101,1	76,4	47,5	40,1	2,0	5,1	35,7	604,5%	-24,9%
Crédits d'investissement	93,3	79,6	71,3	68,9	63,5	58,1	79,9	73,8	-7,5%	7,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	93,3	79,6	71,3	68,9	63,5	58,1	79,9	73,8	-7,5%	7,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	16,4	62,6	62,1	53,7	49,6	45,4	41,4	37,7	-8,8%	-29,7%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	138,6	128,2	125,5	122,8	120,1	117,3	-2,3%	-8,5%
Autres crédits	17,2	45,7	67,2	181,4	175,3	171,5	161,5	155,7	-3,6%	-14,2%
Encours sain	262,8	226,4	365,6	426,0	404,4	354,4	366,5	382,6	4,4%	-10,2%
Ménages										
Crédits à la consommation	941,4	892,7	1 073,4	1 191,4	1 192,0	1 212,1	1 245,4	1 249,5	0,3%	4,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	924,8	872,0	1 062,6	1 168,3	1 169,4	1 187,7	1 224,9	1 228,0	0,3%	5,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	16,6	20,7	10,9	23,1	22,6	24,4	20,5	21,5	4,6%	-7,0%
Crédits à l'habitat	53,0	65,7	52,9	202,9	193,7	188,2	179,1	173,6	-3,0%	-14,4%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	994,4	958,4	1 126,3	1 394,3	1 385,7	1 400,3	1 424,5	1 423,1	-0,1%	2,1%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres agents										
Encours sain	6,4	12,7	12,3	12,7	12,7	12,2	12,3	40,8	230,8%	221,0%
TOTAL										
Encours sain	1 263,6	1 197,6	1 504,2	1 833,0	1 802,8	1 766,9	1 803,3	1 846,5	2,4%	0,7%
Créances douteuses brutes	98,0	100,4	99,4	95,7	94,1	94,8	94,6	93,1	-1,5%	-2,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	3,3	5,4	5,7	5,3	5,5	7,3	7,2	7,0	-3,0%	32,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,0	0,1	0,5	0,3	0,7	1,2	0,9	0,9	4,4%	171,8%
<i>(dt) Ménages</i>	3,3	5,4	5,2	5,0	4,8	6,0	6,3	6,1	-4,0%	22,7%
Provisions	94,7	95,0	93,7	90,4	88,6	87,5	87,3	86,1	-1,4%	-4,8%
Encours brut total	1 361,5	1 298,0	1 603,6	1 928,7	1 896,9	1 861,6	1 897,9	1 939,6	2,2%	0,6%
Taux de créances douteuses	7,2%	7,7%	6,2%	5,0%	5,0%	5,1%	5,0%	4,8%	-0,2 pt	-0,2 pt
Taux de provisionnement	96,7%	94,6%	94,3%	94,5%	94,2%	92,3%	92,4%	92,5%	0,1 pt	-2,0 pt

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	153,9	103,4	88,5	77,7	81,3	17,2	76,1	111,7	46,8%	43,8%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	12,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	12,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	141,0	103,4	76,4	77,7	81,3	17,2	76,1	111,7	46,8%	43,8%
<i>Affecturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	1 070,3	943,3	1 264,1	2 126,1	2 083,6	1 936,8	2 085,6	1 985,0	-4,8%	-6,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 070,3	943,3	1 264,1	2 126,1	2 083,6	1 936,8	2 085,6	1 985,0	-4,8%	-6,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	21,2	66,4	65,4	56,5	52,1	47,8	43,5	39,8	-8,7%	-29,6%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	138,6	128,2	125,5	122,8	120,1	117,3	-2,3%	-8,5%
Autres crédits	17,2	45,7	67,2	181,4	175,3	171,5	161,5	155,7	-3,6%	-14,2%
Encours sain	1 241,3	1 092,4	1 558,4	2 513,4	2 465,7	2 248,3	2 443,3	2 369,7	-3,0%	-5,7%
Ménages										
Crédits à la consommation	941,4	892,7	1 073,4	1 191,4	1 192,0	1 212,1	1 245,4	1 249,5	0,3%	4,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	924,8	872,0	1 062,6	1 168,3	1 169,4	1 187,7	1 224,9	1 228,0	0,3%	5,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	16,6	20,7	10,9	23,1	22,6	24,4	20,5	21,5	4,6%	-7,0%
Crédits à l'habitat	521,5	362,5	283,2	369,8	341,2	324,6	299,5	280,8	-6,2%	-24,1%
Autres crédits	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 466,5	1 255,2	1 356,6	1 561,3	1 533,2	1 536,7	1 544,9	1 530,3	-0,9%	-2,0%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	361,2	305,8	272,9	239,6	239,6	224,2	222,3	203,6	-8,4%	-15,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	361,2	305,8	272,9	239,6	239,6	224,2	222,3	203,6	-8,4%	-15,0%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	361,2	305,8	272,9	239,6	239,6	224,2	222,3	203,6	-8,4%	-15,0%
Autres agents										
Encours sain	111,6	97,8	66,9	41,6	44,7	70,1	55,4	60,5	9,1%	45,4%
TOTAL										
Encours sain	3 180,7	2 751,3	3 254,9	4 355,9	4 283,2	4 079,3	4 265,9	4 164,0	-2,4%	-4,4%
<i>dont ECHZE</i>	1 917,1	1 553,7	1 750,7	2 522,9	2 480,4	2 312,4	2 462,6	2 317,6	-5,9%	-8,1%
Créances douteuses brutes	753,5	792,5	546,8	483,6	473,4	473,0	470,0	468,8	-0,3%	-3,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	346,8	338,3	283,1	275,2	269,7	271,3	269,9	270,4	0,2%	-1,8%
<i>(dt) Entreprises</i>	219,2	207,3	200,9	199,8	199,8	200,3	199,5	199,1	-0,2%	-0,3%
<i>(dt) Ménages</i>	127,5	130,9	82,3	75,5	69,9	71,0	70,4	71,4	1,3%	-5,5%
<i>Provisions</i>	406,7	454,1	263,6	208,3	203,7	201,7	200,1	198,4	-0,9%	-4,8%
Encours brut total	3 934,2	3 543,7	3 801,6	4 839,5	4 756,6	4 552,3	4 735,9	4 632,9	-2,2%	-4,3%
Taux de créances douteuses	19,2%	22,4%	14,4%	10,0%	10,0%	10,4%	9,9%	10,1%	0,2 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	54,0%	57,3%	48,2%	43,1%	43,0%	42,7%	42,6%	42,3%	-0,3 pt	-0,8 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : février 2014